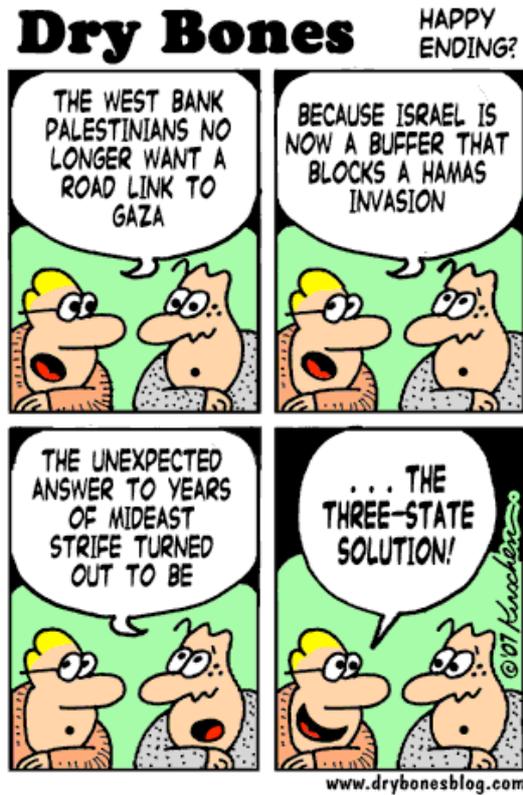


‘L’Etat Indépendant de Palestine Occidentale’

Par Dan Gordon

<http://jewishworldreview.com/0607/gordon061107.php3>

Adaptation française de Sentinelle 5767



La seule occurrence la plus optimiste dans l’histoire du conflit au Moyen Orient ? L’auteur, qui le pense, demande votre avis.

Dans un récent article, l'ancien ambassadeur Dennis Ross a rapporté plusieurs journées de discussions qu'il eut il y a peu de temps à Ramallah et Jérusalem. Il constate : « J'ai été frappé par la nature du débat dont j'ai été témoin dans les deux lieux. A ma surprise, ce n'était pas l'Etat dans le processus de paix, ou l'initiative de paix arabe. C'était de savoir si... Gaza était de fait perdu aux mains des islamistes. Aussi bien les Israéliens que les Palestiniens s'interrogeaient sur les conséquences de Gaza devenu selon leur expression le « Hamastan ».

Pour les Palestiniens, la conclusion la plus frappante était qu'il était essentiel que le Hamas n'emporte pas la Rive Occidentale de la manière qui lui avait réussi à Gaza... Entre autres, j'entendis une proposition intéressante. Laissons fonctionner la Rive Occidentale ; socialement, économiquement et intuitivement. Puis maintenons notre modèle de réussite en opposition à l'échec du Gaza où le chômage approche les 70 %. Créons une entente entre la Jordanie et Israël au moins pour une confédération économique et de sécurité. Et si le Hamas se maintient encore à Gaza, peut-être peut-il y avoir une « solution à trois Etats ».

Ross, un peu trop légèrement, a écarté l'hypothèse en disant que « aussi sensée qu'une confédération entre un Etat palestinien et la Jordanie puisse être, au moins économiquement, un Etat en échec à Gaza serait une source constante d'instabilité ». Ce point de vue, cependant, ignore et se représente mal la notion exprimée non par les Israéliens, mais par les Palestiniens, de créer « des ententes entre la Jordanie et Israël au moins pour des considérations économiques et de sécurité ». Cette idée n'est pas, cependant, la partie la plus audacieuse de la proposition. La phrase suivante est :

« Et si le Hamas se maintient à Gaza, peut-être peut-il exister une solution à trois Etats ».

Le fait même que cette proposition soit exprimée par des Palestiniens est peut-être le seul tournant le plus optimiste des événements depuis l'échec des Accords d'Oslo. Il implique la reconnaissance par les des factions à l'intérieur du Fatah, dans l'Autorité Palestinienne, du fait que le conflit palestinien / israélien est essentiellement terminé. Une solution politique à ce conflit est en vue pour ceux qui le souhaitent. Ce qui demeure ensuite n'est pas un conflit politique entre palestiniens et Israéliens, mais un conflit islamiste qui fait sentir aujourd'hui son existence à travers le Moyen Orient entre mouvements jihadistes et gouvernements, et mouvements non jihadistes et gouvernements, qu'ils soient musulmans, chrétiens ou juifs.

Que l'on observe le Hezbollah (mouvement chiite jihadiste au Sud Liban), ou al Qaïda (mouvement sunnite jihadiste faisant sentir sa présence surtout en Afghanistan et en Irak), ou toutes les attaques du Hamas (mouvement jihadiste soutenu par la Syrie et l'Iran) à Gaza, ou le Fatah al Islam (mouvement jihadiste menant actuellement le combat contre l'armée libanaise) au Nord Liban, en se cachant derrière les civils palestiniens piégés, on observe le même modèle récurrent encore et encore. C'est la lutte de mouvements islamistes contre des mouvements et des gouvernements non islamistes. Il est aussi intéressant de remarquer qu'aucun des conflits listés ci-dessus n'ont Israël comme participant. Ce qui rend optimiste, c'est que ces factions à Ramallah, avec lesquelles Dennis Ross a discuté, ont reconnu que le conflit s'est transformé. Ce n'est plus une question liée aux Palestiniens luttant pour leur indépendance de façon à atteindre une solution à deux Etats. De fait, il n'y a pas de plus grand partisan aujourd'hui d'une solution à deux Etats que le gouvernement d'Israël. La bataille qui fait rage aujourd'hui à travers le Moyen Orient, ce n'est pas les Musulmans contre les Juifs, mis les islamistes jihadistes contre tous les autres ; Musulmans, Chrétiens et Juifs aussi.

La confédération proposée par ces Palestiniens avec Dennis Ross peut-elle être viable ? La réponse est : absolument. D'un point de vue économique, il n'y a pas de doute que chacun des membres de cette confédération du même type que celle du Benelux, fondée sur l'économie et la sécurité, tirerait bénéfice de son existence. De fait, un tel arrangement pourrait devenir l'un des plus grands succès économiques dans l'histoire de la région.

De plus, les quatre questions les plus épineuses peuvent être traitées rapidement et facilement à l'intérieur d'un tel cadre. Ces quatre questions sont : le droit au retour des Palestiniens ; l'avenir des implantations ; Jérusalem Est comme capitale de l'Etat palestinien proposé ; et al Aqsa et la mosquée d'Omar.

DROIT de RETOUR des PALESTINIENS

Il y aurait une approche à deux voies. D'abord une reconnaissance mutuelle, de la part de l'Etat indépendant de Palestine Occidentale et de l'Etat indépendant d'Israël, du droit au retour aussi bien des populations palestiniennes et juives sur les zones à l'intérieur des frontières de la Palestine mandataire britannique. On rappellera que la Palestine mandataire britannique a fait l'objet d'une partition en 1948 en un Etat juif et un Etat arabe palestinien. Littéralement, sur le coup de minuit, après que le mandat britannique ait pris fin, le Peuple juif déclara l'indépendance de l'Etat d'Israël.

Le peuple palestinien cependant, ne le fit pas. Pendant les années de conflit conduites jusqu'à et immédiatement après l'établissement de l'Etat d'Israël, des populations juives et palestiniennes furent déracinées et déplacées. Les deux parties doivent maintenant s'accorder sur le fait que les deux peuples ont un droit de retour pour retrouver leur foyer national dans les frontières de la Palestine mandataire. Cela signifie que les Palestiniens ont un droit de retour dans des zones désormais en Israël ; et des Juifs ont un droit de retour dans une partie de l'Etat indépendant de Palestine Occidentale. Cependant les deux parties doivent reconnaître que les façons dont ces droits seront exécutés ne se feront pas par un retour physique des Palestiniens ou des Israéliens dans les foyers qu'ils occupaient avant l'accord d'armistice de 1949. Ils auront le droit de retour physique dans les Etats indépendants de leurs propres peuples (Palestiniens en Palestine Occidentale et Juifs en Israël) ; cependant ceux qui perdirent des propriétés au cours des années d'hostilités datant du début du Mandat britannique sur la Palestine, jusqu'aux accords d'armistice de 1949, seront autorisés à demander une compensation. Cette compensation pourrait provenir d'un fond alimenté par Etats membres d'une confédération et des tierces parties intéressées, comme l'UE, les USA, l'ONU, etc...

Ainsi le Palestinien dont le foyer a été perdu à Jaffa pourra recevoir une compensation pour la perte de sa propriété. De plus, le Juif dont le foyer a été perdu à Hébron, Jérusalem, dans le Goush Etzion, etc... sera en mesure de recevoir une semblable compensation. Cette compensation, comme forme d'exécution du droit au retour s'appliquerait seulement aux Palestiniens de la Rive Occidentale, ou aux autres Palestiniens qui souhaitaient autrefois et une bonne fois pour toutes déposer leurs revendications, sans égard à leur situation géographique. Cela serait pour la première fois serait une vraie incitation pour que des individus choisissent d'opter pour la sortie du conflit.

L'AVENIR des IMPLANTATIONS

La majorité des implantations sur la Rive Occidentale sera dissoute. Les implantations plus grandes, que Israël souhaite conserver, deviendront une partie d'Israël en échange équilibré d'un territoire de même dimension de l'Israël d'avant 1967. C'est un arrangement qui a déjà fonctionné sous les termes de l'accord de paix entre la Jordanie et Israël. Avec la Jordanie faisant partie de la confédération, il n'y aura pas de raison que les Palestiniens ne soient pas capables d'accepter une telle solution ; Ce ne serait pas la « terre contre la paix ». Cela serait littéralement « la terre contre la terre », avec la paix comme bénéfice secondaire et sine qua non.

L'EST de JERUSALEM, CAPITALE D'UN ETAT PALESTINIEN ?

Comme Jérusalem s'est agrandi vers l'Ouest, de même elle pourrait croître vers l'Est dans les termes de cet accord. Ainsi, une plus grande Jérusalem à l'Est s'étendrait dans cette direction et vers le Nord, et la capitale de l'Etat indépendant de Palestine se trouverait dans cette nouvelle Jérusalem Est. De plus, des dispositions pourraient être prises afin que après 40 ans de paix, les frontières de la capitale

Jérusalem Est deviennent celles de la proposition Clinton à Camp David. Dans le temps, les résidents arabes de ce qui est actuellement la Jérusalem municipale puissent opter immédiatement pour la citoyenneté palestinienne, et choisir de payer leurs impôts fédéraux à l'Etat palestinien au lieu d'Israël. Ainsi, ils disposeraient à la fois d'une représentation politique et seraient en mesure d'envoyer la fraction fédérale de leurs impôts à l'Etat à qui ils accordent leur allégeance.

AL-AQSA et la MOSQUEE d'OMAR

Le cri de ralliement actuel des jihadistes à travers le monde musulman : « libérez la mosquée al Aqsa et la mosquée d'Omar des mains des infidèles », c'est-à-dire des Juifs. Actuellement pourtant, les mosquées que l'aire du Mont du Temple sont administrées globalement, non par les Juifs, ni par l'Etat d'Israël, mais par le Waqf ou comité de surveillance islamique. Sous la confédération proposée cependant, il y aurait une opportunité d'étendre cette situation une fois pour toutes. L'intérieur des deux mosquées depuis la surface des carreaux sur le sol jusqu'au sommet des plafonds des mosquées elles-mêmes, pourraient être placées sous la protection de la Ligue arabe, sous la supervision et la direction du Sharif de la Mecque, qui n'est personne d'autre que l'actuel roi de Jordanie, le Roi Abdullah. Cela signifierait conférer un statut presque consulaire à l'intérieur des mosquées.

Ainsi, quand quelqu'un entrerait dans ces mosquées, il entrerait dans le protectorat de la Ligue Arabe. De cette façon, les Juifs ne perdraient pas leur souveraineté sur leurs Lieux Saints qui existent sous la surface des carreaux des mosquées ; alors que les Musulmans pourraient une fois pour toutes déclarer que les mosquées elles-mêmes se trouvent sous la souveraineté arabe et musulmane.

De plus, avec la Palestine occidentale ayant déclaré son indépendance et montré la voie d'une solution politique, avec la Ligue arabe servant de protecteur pour le troisième Lieu Saint de l'Islam, un Etat dirigé par le Hamas à Gaza serait justement considéré comme fauteur de rejet et un paria dans le monde musulman non jihadiste. La Palestine Occidentale pourrait être un exemple remarquable de succès économique et politique que les Gazaouis n'auraient qu'à adopter tout en rejetant le jihadisme.

Si les Gazaouis ne font pas ce choix, et s'ils représentent un problème militaire, il y aurait une solution militaire. La seule occurrence la plus optimiste dans le conflit du Moyen-Orient pourrait bien avoir ses débuts dans ces échanges initiaux entre les dirigeants palestiniens à Ramallah et l'ambassadeur Dennis Ross. Ces braises incandescentes doivent maintenant être alimentées et attisées à la fois par les Etats-Unis, Israël, et les Palestiniens et les Arabes non partisans du jihad à travers le Moyen-Orient. Si cela se fait, il s'allumera, non pas dans une conflagration de guerre, mais pour une torche d'indépendance, de prospérité et de paix.



'The Independent State of West Palestine'

By Dan Gordon

<http://jewishworldreview.com/0607/gordon061107.php3>

Adaptation française de Sentinelle 5767



The single most hopeful occurrence in the history of the Middle East conflict ? The writer, who thinks so, wants your input

In a recent article, former ambassador Dennis Ross, reported on several days of discussions he recently held in Ramallah and Jerusalem. He states: "I was struck by the nature of the debate I witnessed in both places. To my surprise it wasn't about the stalemate in the peace process or the Arab Peace Initiative. It was about...whether Gaza was in fact already lost to the Islamists'. Both Israelis and Palestinians were wondering about the consequences of Gaza becoming in their word "Hamisistan."

For the Palestinians the most striking conclusion was that it was essential that Hamas not succeed in the West Bank the way it is succeeding in Gaza...among some, I heard an interesting proposal. Let's make the West Bank work; socially, economically and intuitionally. Then let's hold up our model of success in contrast with the failure of Gaza where functional unemployment is close to 70 percent. Let's create understandings with Jordan and Israel for at least economic confederation and security. And if Hamas still hangs on in Gaza perhaps there can be a 'three state solution.'"

Ross, a little too blithely, dismisses the notion by saying that "no matter how sensible confederation between the Palestinian State and Jordan might be, at least economically, a failed State in Gaza would be a constant source of instability." That point of view, however, both ignores and misrepresents the notion voiced, not by Israelis, but by Palestinians, of creating "understandings with Jordan and Israel for at least economic consideration and security." That idea is not, however, the most daring part of the proposal. The following sentence is:

"And if Hamas still hangs on in Gaza perhaps there can be a three state solution."

The fact that this proposal is being voiced by Palestinians is perhaps the single most hopeful turn of events since the failed Oslo Accords. It implies recognition by factions within Fatah, in the Palestinian Authority, of the fact that the Palestinian/Israeli conflict has in essence ended. A political solution to that conflict is at hand for those who wish it. What is left after that is not a political conflict between

Palestinian and Israeli, but an Islamist conflict that is today making its presence felt throughout the Middle East between Jihadi movements and governments, and non-Jihadi movements and governments, be they Moslem, Christian, or Jewish.

Whether one looks at Hezbollah (a Shiite Jihadi movement in Southern Lebanon) or Al-Qaeda (a Suni Jihadi movement making its presence felt most notably in Afghanistan and Iraq) or at the attacks of Hamas (an Iranian and Syrian backed Jihadi movement) in Gaza, or Fatah Al-Islam (a Jihadi movement currently battling the Lebanese Army) in Northern Lebanon while hiding behind trapped Palestinian civilians, one sees the same pattern recurring over and over again. It is the struggle of Islamist movements against non-Islamist movements and governments. It is also instructive to note that none of those conflicts listed above have Israel as a participant. What is hopeful is that those factions in Ramallah with whom Dennis Ross spoke have recognized that the conflict has morphed. It is no longer a question of Palestinians struggling for their independence in order to implement a two state solution. Indeed, there is no bigger proponent today of a two state solution than the government of Israel. Today the battle raging across the Middle East is not Moslem versus Jew but Jihadi Islamist versus everyone else; Moslem, Christian, and Jew alike.

Could the proposed confederation which these Palestinians discussed with Dennis Ross be viable? The answer is absolutely. From an economic point of view there is no question that each one of the members of this proposed Benelux-like economic and security confederation would benefit from its existence. Indeed, such an arrangement could become one of the greatest economic success stories in the history of the region. Moreover, the four thorniest issues could be dealt with quickly and easily within such a framework. Those four issues are: the Palestinian Right of Return; the future of the settlements; East Jerusalem as the capital for a proposed Palestinian state; and Al-Aqsa and the Mosque of Omar.

PALESTINIAN RIGHT OF RETURN

There would be a two pronged approach. First, a mutual recognition, on the part of the Independent State of West Palestine and the Independent State of Israel, of the Right of Return of both the Palestinian and Jewish peoples to areas within the borders of British Mandatory Palestine. It will be remembered that British Mandatory Palestine was partitioned by the UN in 1948 into one Jewish and one Palestinian Arab state. Literally, at the stroke of midnight, after the British mandate ended the Jewish people declared the independence of the State of Israel.

The Palestinian people however, did not. During the years of conflict leading up to and immediately after the establishment of the State of Israel both Jewish and Palestinian populations were uprooted and displaced. Both parties would now agree that both peoples have a right to return to find their national homelands within the borders of Mandatory Palestine. This would mean that Palestinians have a right to return to areas which are now in Israel; and Jews have a right to return to areas now part of the Independent State of West Palestine. However, both sides would recognize that the way in which those rights would be implemented would not be through a physical return of Palestinians or Israelis to homes they occupied prior to the Armistice Agreement of 1949. They would have a right to physically return to the Independent states of their own peoples (Palestinians to West Palestine and Jews to Israel) however those who lost property in the years of hostilities dating from the start of the British mandate over Palestine through the Armistice of 1949 would be allowed to seek compensation. That compensation could come from a fund contributed to by the member states of the confederation and third interested parties, such as the EU, U.S., UN, etc.

Thus, the Palestinian whose home was lost to him or her in Jaffa would be able to receive compensation for their lost property. In addition, the Jew whose home was lost in Hebron, Jerusalem, Gush Etzion, etc. would be able to receive similar compensation. This compensation as a form of implementing the Right of Return would apply only to the Palestinians of West Palestine or to those

other Palestinians who wished to once and for all settle their claims, regardless of their geographic location. This for the first time would put a real incentive in place for individuals to opt out of the conflict.

THE FUTURE OF THE SETTLEMENTS

The majority of the settlements in the West Bank would be disbanded. Those larger settlements which Israel wishes to retain would become part of Israel proper IN EXCHANGE FOR a like sized territory of pre '67 Israel. This is an arrangement which has already worked under the terms of the peace agreement between Jordan and Israel. With Jordan being a part of the confederation, there would be no reason for the Palestinians not to be able to accept such a solution. This would not be land for peace. This would quite literally be land for land, with peace as the byproduct and sine qua non.

EAST JERUSALEM AS THE CAPITAL FOR A PROPOSED PALESTINIAN STATE

Just as Jerusalem has grown to the West, so could Jerusalem grow to the East under the terms of this agreement. Thus, greater Eastern Jerusalem would stretch in that direction and Northward and in that new greater Eastern Jerusalem would be the capital of the Independent State of Palestine. Moreover, provisions could be made that after forty years of peace, the borders of the East Jerusalem capital would be those of the Clinton proposal at Camp David. In the mean time, Arab residents of what is currently municipal Jerusalem could opt immediately for Palestinian citizenship and choose to pay their federal taxes to the Palestinian state instead of Israel. Thus, they would have both political representation and would be able to direct the federal portion of their tax to the state which claimed their loyalty.

AL-AQSA AND THE MOSQUE OF OMAR

The current cry of the Jihadi throughout the Moslem world is to liberate the Al-Aqsa Mosque and the Mosque of Omar from the hands of the infidels, namely the Jews. Currently both mosques as well as the Temple Mount area as a whole are administered, not by Jews nor the State of Israel, but by the Waqf or Islamic trust. Under the proposed confederation however there would be an opportunity to diffuse that situation once and for all. The interiors of both mosques from the surface of the tiles on the floor to the top of the ceilings of the mosques themselves could be placed under the protectorship of the Arab League, under the direct supervision of the Sharif of Mecca, who is none other than the current King of Jordan, King Abdullah. This would mean granting an almost consular status to the interior of the mosques.

Thus when anyone entered those mosques they would be entering the protectorate of the Arab League. In this way, Jews would not be losing sovereignty over their Holy places which exist beneath the surface of the tiles of the mosques; while Moslems would once and for all be able to declare that the mosques themselves were within Moslem and Arab sovereignty.

Moreover, with West Palestine having declared independence and shown the way to a political solution, with the Arab League serving as a protector for the third holiest shrines in Islam, a Hamas led Gaza state would rightly be viewed as rejectionist and a pariah within the non-Jihadi Moslem world. Western Palestine could be a shining example of economic and political success which the Gazans had only to embrace while simultaneously rejecting Jihadism.

Should the Gazans choose not to do so, and should they present a military problem, there would be a military solution. The single most hopeful occurrence in the history of the Middle East conflict may well have had its beginnings in those initial exchanges between Palestinian leaders in Ramallah and Ambassador Ross. That glowing ember must now be nurtured and fanned both by the United States, Israel, and non-Jihadi Palestinians and Arabs throughout the Middle East. If that is accomplished, it will ignite, not a conflagration of war, but a torch of independence, prosperity, and peace.